

Médiapart/Cameroonvoice

Crise malienne, ou quand l'histoire bégaie...

09 Avril 2012 Par [Séyivé Ahouansou](#)

Le coup d'état mené par le capitaine Amadou Sanogo a atteint le but qui était vraisemblablement le sien : imposer à la tête de l'état malien un autre serviteur de la France, en la personne de Dioncounda Traoré. Quelques naïfs, se situant jusque parmi les membres de la classe politique malienne, charmés par la rhétorique héroïque et démagogue du capitaine Sanogo, ont accordé à sa confiscation temporaire de l'exécutif le bénéfice du doute. Pour le perdreau de l'année, cet homme était un patriote sincère, mu par le seul souci du bien-être du peuple et de la protection de l'intégrité territoriale du Mali.

Mauvaise lecture et confusion...

Souscrire à cette analyse est faire bien peu de cas du dicton voulant que les chemins infernaux soient pavés de bonnes intentions, lorsqu'ils ne le sont pas par des visées plus cyniques.

L'historien ou l'analyste politique honnête ne peuvent passer sous silence un fait essentiel ayant malencontreusement échappé aux thuriféraires du Ché malien : aucun coup d'état ne peut se faire en Afrique de l'Ouest sans l'aval de l'ex-puissance coloniale.

Pour ceux qui ne comprennent pas la métaphore, l'ordre de renverser tel ou tel féal vient toujours de Paris...

Perdu dans le maelström d'informations confuses, distillées par les médias africains et français, il était malaisé de se faire une juste opinion sur la véritable nature du coup de force ayant amené le départ d'Amadou Toumani Touré(ATT). Notons à cette enseigne, la prise de position plus que discutable d'Aminata Traoré, qui s'entendant (certes difficilement) d'un strict point de vue politicien et interne au Mali, faisait l'économie d'une analyse approfondie de la réalité géopolitique de la crise. Celle-ci devant se faire dans le cadre de la mise à jour du logiciel de Berlin, rendue obligatoire par la déliquescence économique de l'Occident et qui se reflète dans la contestation de son leadership planétaire, mise en lumière par la **Conférence de New Delhi des pays du Brics**, s'étant achevée avec succès le 29 mars dernier. Légitimer le coup d'état de la junte malienne était une erreur d'appréciation, car une légitimation indirecte des politiques d'immixtion de la France, aux dépens exclusifs des peuples africains.

Le bon profil...

Il a rapidement été oublié que le capitaine Sanogo présentait un profil plus que suspect.

Le Département d'état américain n'avait pas caché que ce dernier **«avait effectué des séjours aux Etats-Unis en 2004-2005, 2007-2008 et en 2010, notamment pour être formé comme professeur d'anglais»**.

Contes pour enfants que tout ceci ! La véritable raison de ses séjours sur le sol américain était sa participation assidue à plusieurs programmes de formation, entre autre à la base des Marines de Quantico, en Virginie-est, ainsi qu'il le reconnaît volontiers.

Le badge des marines, ostensiblement accroché à son uniforme, en est le témoignage singulier.

Les officiers africains formés à l'étranger n'étant que des agents traitants (courroies de transmission privilégiées des volontés du maître américain ou français), ce serait la première fois dans l'histoire de la barbouzerie, qu'un fusible de cette nature n'ait pas été utilisé, afin de favoriser la mise en place de politiques impérialistes et contraires aux intérêts d'un pays africain.

Si l'objectif de la junte était réellement la défense des populations et du territoire malien face à l'avancée des rebelles touaregs et de leurs alliés fondamentalistes de l'AQMI, force est de constater qu'il a lamentablement échoué. Il a au contraire permis, grâce à la désorganisation de l'état malien qu'il a de facto entraîné, une conquête rapide et aisée de tout le nord du pays, soit la prise de contrôle d'une étendue dont la superficie est comparable à celle de la France et de la Belgique réunies, cela en quelques jours et avec très peu de moyens.

Mission accomplie...

Le capitaine Sanogo qui avait dénoncé l'incurie du gouvernement renversé, s'est vu, face à une déconfiture militaire inexorable et à la déclaration d'indépendance de l'Anzawad (complaisamment relayée par les médias français), réduit à appeler le jeudi 29 mars les populations du Nord « **à résister par leurs propres moyens** ». Cette déclaration digne d'un nigaud ou d'un irresponsable militaire, a dû achever de convaincre ses soutiens tardifs de son incompétence, de sa bêtise et surtout de sa qualité de faire-valoir.

Sanogo a joué sa partition, qui était d'accélérer la décomposition de l'état malien, afin de le livrer comme un fruit mûr à un fidèle agent de l'Occident, qui n'aurait pas le besoin de passer par la périlleuse case des élections, qui comme on a pu le constater dernièrement en Côte d'Ivoire, sont de plus en plus difficile à truquer.

Agitant le spectre du terrorisme islamique, le capitaine Sanogo fit appel à ceux qui l'avaient envoyé en mission: « **Si les grandes puissances ont été en mesure de traverser les océans pour aller lutter contre... [un ennemi comparable], qu'est-ce qui les empêche de venir ici ? Le danger, ce n'est pas seulement pour le Mali. Qu'on oublie un peu le Comité. Parlement, Constitution, ça peut attendre. Le dossier grave, c'est au Nord, c'est le plus important** ».

N'importe quel analyste sérieux sait que l'islamiste fondamentaliste est non seulement l'idiote utile de l'impérialisme occidental, lui permettant de mettre le pied dans des pays dit pauvres, en y installant bases militaires et gouvernants dociles, mais aussi son plus fidèle allié objectif.

A son évocation, les opinions publiques planétaires, passablement endormies et lobotomisées, remettent à la cave ou au grenier leur esprit critique et leur capacité d'analyse.

La déclaration du chef de la junte est pourtant limpide, **les institutions maliennes n'ont pas d'importance, dussent les croisés du bien occidentaux et leurs supplétifs nègres les fouler du pied, ce qui prime est la chasse aux barbus !**

Ce n'est qu'en Afrique que de telles sornettes peuvent être proférées sans soulever indignations et condamnations. Contrairement au capitaine Sanogo et ses soutiens, la lutte pour le respect de l'intégrité territoriale du Mali ne peut être une raison suffisante pour fouler du pied les institutions du pays.

Aucun état de droit ne peut, ne doit le tolérer.

Il y aura toujours de bonnes raisons pour passer outre l'ordre institutionnel, c'est de plus le fondement des interventions occidentales en Côte d'Ivoire et en Libye : les institutions en place pouvaient être écartées pour des raisons que chacun a pu juger.

Le troisième homme...

De surcroît, l'action du capitaine Sanogo a été plus que contre-productive, du moins aux yeux de ceux qui sont tombés dans le panneau dressé par lui. La guignolade ayant amené ATT à signer sa lettre de démission et permis à Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée Nationale, de prendre les rênes du pays est un coup de maître.

Ce dernier présenté par les médias français comme l'homme idoine pour restaurer l'ordre démocratique au Mali et organiser des élections (qu'il gagnera sans aucun doute) est le parangon de ce que Nicolas Agbohoun décrit comme tenant de la « **politique du troisième homme** », en clair l'usage par les puissances étrangères d'africains peu patriotes pour imposer les vues occidentales, évidemment contraire aux intérêts autochtones. Comment analyser autrement les visites de M. Traoré le 21 mars à Ouagadougou chez le préfet Compaoré, premier relai de la France en Afrique de l'Ouest et celle du 22 mars à Abidjan pour rencontrer le préfet-ident ivoirien, Alassane Ouattara, nègre personnel de Nicolas Sarkozy ?

Alors que le pays est peu ou prou dirigé suite à un coup d'état, voilà le président de l'Assemblée Nationale malienne faisant la tournée des popotes auprès des deux plus fidèles porte-voix de la France en Afrique de l'Ouest! Quel est son statut pour négocier, vraisemblablement au nom de l'état malien, alors que la crise institutionnelle est caractérisée et que le pays succombe à une partition violente menée par des factieux autochtones, secondés par des membres avérés de la nébuleuse salafiste ?

Au moment où l'information est publiée sur son blog (ces messieurs ne se cachent même plus) elle demeurerait illisible pour l'homme du commun.(1)

Mais au regard de sa désignation subséquente et à peine dissimulée par la France afin de mener la « transition et le retour à la démocratie » sa tournée africaine prend un sens éclairant : Paris est le maître

d'œuvre du coup de force et du chamboulement de l'ordre institutionnel malien.

Le double jeu parisien...

Les indices accréditant cette lecture sont multiples, et il faut se garder de prendre les déclarations françaises au pied de la lettre, du moins de leur reconnaître la texture de la sincérité.

Elles ne sont que l'expression du double jeu français dans le déroulement de cette crise.

Ainsi l'Anzawad n'aurait eu aucune existence médiatique en France s'il n'était un mouvement soutenu par Paris. Nous sommes bien au fait, en raison de notre engagement, de l'immense surdité frappant les médias et les autorités de Paris lorsqu'il s'agit de porter à la connaissance du public des faits gênants les intérêts français ou contredisant la propagande d'état anesthésiant les masses.

La surface médiatique réservée aux sécessionnistes touaregs est l'indication indiscutable de l'oreille attentive et bienveillante qui leur était prêtée par le gouvernement de Nicolas Sarkozy. Il faut s'écarter de la position officielle qui n'a jamais fait état de la véritable doctrine française en Afrique quand s'affrontent des groupes ethniques ou un Etat et une de ses composantes : ***le diviser pour mieux régner.***

Il était de plus évident, du fait de la situation ethnico-politique du Mali, que les métastases de l'intervention libyenne allaient transformer le nord du pays en poudrière. Le facteur islamiste n'étant qu'un amplificateur des troubles à venir.

Rester lucide...

Avec la mise en place d'un gouvernement provisoire, illégitime et imposé par la force, même si avec subtilité, la France et l'Occident repositionnent habilement leurs billes dans la sous-région. Au-delà de la lecture restrictive et puérile qui explique le renvoi d'ATT pour soutien trop visible à Mouammar Khadafi, il faut voir dans la partie d'échec livrée au Mali, la mise en échec préventive des velléités d'indépendance des peuples africains qui se manifestent de plus en plus bruyamment en ce début de XXIème siècle.

La menace islamiste ne doit pas empêcher les africains de réfléchir et de se poser les bonnes questions.

Une guerre contre le terrorisme, plongera inévitablement le continent dans les ténèbres et pour des dizaines d'années.

Avec l'implantation de bases militaires, fleuriront des gouvernements fantoches ayant les atours de la démocratie mais les ressorts de la dictature.

Une guerre contre le terrorisme rendra également plus ardues les synergies avec le monde de demain que les plus fins observateurs ont vu émerger lors de la Conférence de New Delhi.

L'Occident est à la croisée des chemins, il est désormais seul à ne pas accepter une réalité qui se met en place jour après jour : la fin de son leadership.

Dorénavant, le soleil se lève en Asie.

Encore faut-il...

L'Afrique doit se libérer du boulet que constituent ses liens avec la France et ceux que cherchent à tisser avec elle les Etats-Ruinés d'Amérique. Une chance historique se présente à elle : son bourreau multiséculaire a un genou à terre et ne demande qu'à être renvoyé chez lui avec un bon coup de pied au derrière.

Encore faut-il que ceux chargés d'éclairer les masses, de les éduquer et de les guider aient suffisamment de perspicacité pour ne plus tomber dans des panneaux aussi évident que celui mis en place au Mali.

Encore faut-il que ceux chargés d'éclairer les masses, les éduquer et les guider aient suffisamment de courage pour expliquer à ces dernières qu'il n'y a pas de coopération possible avec l'Occident sans instauration d'un rapport de force, violent et coûteux en vies humaines.

Encore faut-il que ceux chargés d'éclairer les masses, les éduquer et les guider aient suffisamment de persistance pour expliquer que l'incompétence de la classe dirigeante africaine actuelle, triste calque de celle du maître occidental, mène à l'avilissement et à la destruction.

Qu'elle entraîne l'Afrique dans les abîmes de la guerre, de la souffrance et de la subordination à l'ancien esclavagiste, ayant troqué son fouet pour les injonctions de la Banque Mondiale ou du FMI, de la protection des droits de l'homme et du respect de la démocratie, pour mieux piller, affamer et spolier terres et populations.

Il ne peut y avoir d'Afrique libre sans esprit de sacrifice émanant des africains, sans opposition frontale avec l'Occident. Le subtil changement d'interlocuteur au sommet de l'état malien, au sujet duquel la France a joué une partition cachée, mais non moins réelle, est un énième avertissement pour les peuples africains.
Il faudra, pour eux, user du langage de la radicalité ou accepter la servitude...(2)

Ahouansou Séyivé